



# Nicole FLORENCE

Enseignante retraitée, syndicaliste

# Patrick LUBINEAU

Télécommunicant retraité, syndicaliste  
(suppléant)

**CANDIDATS DU  
PARTI OUVRIER INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE**

## “**Macron n'a aucune légitimité !**”

Le nombre d'abstentions, nuls et blancs est de 36 % sur notre circonscription. Nationalement, Macron recueille en fait 43,6 % des voix des électeurs inscrits dont plus de la moitié, en désaccord avec son programme, a voté contre Le Pen. Il ne représente en réalité que 20 % des électeurs. **Pourtant, les institutions de la V<sup>e</sup> République lui donnent tout pouvoir pour détruire la Sécurité sociale et ce qu'il reste du code du travail.**

## **Comment l'en empêcher ? Par l'unité ouvrière !**

Emmanuel Macron, soutenu par les capitalistes, veut aller encore plus loin que François Hollande et ses prédécesseurs : **il veut, dès les mois de juin, juillet et août, procéder par ordonnances et 49 ter à la destruction du code du travail, supprimer la cotisation maladie, passer à la retraite par points, antichambre des « fonds de pension » spéculatifs, en supprimant la solidarité entre générations.**

**Il veut liquider le baccalauréat et tous les diplômes, « ubériser » le travail en supprimant toutes les garanties collectives des salariés. Et il voudrait associer à ses objectifs les organisations syndicales.**

**Seul le combat uni de tous les travailleurs et de la jeunesse, avec leurs organisations, permettra de bloquer les plans de Macron et des capitalistes, d'abroger la loi El Khomri et toutes les lois dictées par l'Union européenne qui détruisent l'école, la Sécurité sociale, les hôpitaux, et tous les services publics.**

## “**C'est nous la légitimité !**”

**A la rentrée prochaine, quatre fermetures de classe sont prévues à Cachan, six à Villejuif, une à Arcueil, une à Gentilly... 79 dans le Val-de-Marne alors que 1 674 élèves de plus sont attendus et que de nombreuses ouvertures de classes indispensables, demandées par les écoles, ne sont pas satisfaites.**

C'est par la grève et les manifestations que les enseignants se soudent avec leurs syndicats et avec les parents pour sauver les classes et gagner des postes, comme au collège Guy Môquet de Villejuif.

« *Il ne nous reste plus que l'école dans le quartier, tout y est à l'abandon.* » : la colère de ce père de famille du groupe scolaire Paul Vaillant-Couturier de Villejuif, qui perdrait deux classes, est partagée par tous.

De quel droit les gouvernements ferment-ils nos classes ? **« C'est nous la légitimité, maintien de toutes nos classes ».**

L'enseignement spécialisé a été méthodiquement détricoté, les enfants qui devaient en bénéficier sont noyés dans des classes surchargées.

**Les réformes des rythmes scolaires et du collège, disloquent l'école de la République pour supprimer les diplômes nationaux et priver les jeunes du droit à un vrai travail avec un vrai salaire.**

**L'entreprise de décervelage fomentée par la loi Fillon et la loi Peillon de « refondation de l'école » (votée par le PS, le Front de gauche et EELV) doit être stoppée. Massivement rejetées par les enseignants et les parents, ces lois doivent être abrogées.**

## **Abrogation de la loi Touraine et des GHT**

Telle est l'exigence qui unit les personnels dans les hôpitaux. Le seul but des Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT), c'est de mutualiser pour fermer encore plus vite lits et services.

## **NON à la fermeture et à la privatisation des services publics. Retour aux monopoles publics d'Etat !**

Au nom de « *la concurrence libre et non faussée* », exigée par l'Union européenne, les gouvernements successifs ont transformé La Poste en « société anonyme », des milliers de bureaux de poste et d'emplois sont supprimés ou menacés de l'être comme à Villejuif et Cachan. Face à cette offensive, de très nombreuses grèves se multiplient, à La Poste comme à la SNCF, à EDF-GDF, etc.

**Le président Macron s'apprête à privatiser encore plus, comme le demande la Commission européenne.**

## **Maintien des services publics municipaux et départementaux !**

Ils n'échappent pas aux traités de l'Union européenne : les municipalités de « droite » comme de « gauche » et le conseil départemental présidé par le PCF ont commencé à privatiser les services (entretien des PMI), malgré l'opposition des agents et de leurs syndicats. Et Macron annonce que les communes auront encore moins de moyens avec la suppression de la taxe d'habitation !

**Sauver les services publics exige la rupture avec l'Union européenne et ses traités, l'abrogation de ses directives.**

**Pour l'unité des travailleurs et des organisations afin de bloquer les plans destructeurs de Macron, président illégitime au service des capitalistes.**

# Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, **nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier**, qui, rompant avec la V<sup>e</sup> République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste, et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc...

À la V<sup>e</sup> République, régime antidémocratique avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine** de députés élus mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

À l'Union européenne, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples) et des directives et des traités.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier. **Rejoignez-nous !**  
Lisez chaque semaine *La Tribune des travailleurs*.

**Le 11 juin, votez pour Nicole FLORENCE et Patrick LUBINEAU.**

(Vous trouverez les bulletins de vote de Nicole FLORENCE et de Patrick LUBINEAU dans les bureaux de vote).

**PARTI OUVRIER**  
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE  
POUR LE SOCIALISME,  
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE  
POUR L'INTERNATIONALE  
OUVRIÈRE